L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 28 OCTOBRE 1871. 4ième Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LIBERT, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI MATIN, 28 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif Smith, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale,—Trois lots de terrain situés dans l'île Nouvelle sur les rues Canal, Claiborne, Rochefort et D'Orgenois.

Par Albert Patt, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs,—La jolie résidence à étage, formant l'angle des rues Orléans et Derbigny; une maison basse à l'angle des rues Conty, St Louis et la Promenade Carondelet; deux terrains rue Gravier, entre Johnson et Galvez.

Par P. J. Speer, à son bureau, Passage de la Bourse, entre les rues Bienville et Bienville,—Soixante douzaines et demie de cuillers, couverts, verres dentelés, etc.

Par D. E. Morphy, au No. 67 de la rue des Magasins,—Cuivre en planches, rivets, carrures, rivets, etc., de Manille et pfiot, et papier patte, et tuyaux et 32 1/2 boîte de savon; jambons; saindoux, à livrer, au 228 de la rue Lafayette, plaqué chez Mr. Avoine.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan Vieille-Levée, 45 et 47—Linge fait, articles de toilette et chapeaux. De plus, 400 caisses bottes, souliers et brodequins, de toutes hauteurs et coupes, prêts et chaussures pour dames et demoiselles.

Par M. Barnett, en face de l'Hôtel St Louis, dans le Passage de la Bourse—au lot de meubles.

Par Thomas Bourque, par ordre de la Société du Bal Masqué, rue Bourbon, entre Bayou et Conti—Meubles, piano, etc.

Par E. M. Montgomery, à son salle d'encan, 87 rue du Camp—Vente générale de meubles.

Par O. Vallon, No 21 rue Moliere—Jambons épaules, porc, lard, compétisses, etc.

Par O. Vallon, sur la Levée, en face de la rue Lafayette—Epaules, plats côtés et jambons; au No 15 de la rue Natchez, baptiste peintre.

Par Vincent & Co., sur Nos. 61 et 63 de la rue de la Douane—Rabillements d'automne et d'hiver, draps, casimirs, milles, etc.

Par J. M. Robert, à sa salle d'encan, 44, Vieille Levée,—souliers, marchandises sèches, mercerie, etc., etc.

ATTENTION!

Le Terrain de valeur, rue de Genet et Dorgenois, à l'encan, par le shérif.

Nous appelons l'attention publique sur la vente à l'encan qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif, de trois terrains situés dans le Premier District de cette ville. Un des dits terrains forme l'angle de la rue du Canal et Dorgenois et les deux autres font face à la rue Dorgenois.

Voir aux annonces.

Graisse—Jambons.—Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Cuivre en bottes—Clous—Serrures—Rondelles—Rivets.—Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Cordes de Manille et Fibre—Papier pelle. —Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Avoine—Avoine—Avoine.—Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Pelu—Foin.—Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Hacon—Côtes.—Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Sir Galtes imprimer vos Factures, Cartes, etc., et faites faire vos reliures, au Picayune Printing Office, 117 à 119 et 114, rue Poydras.

THEATRES.

Aujourd'hui, Samedi:

ACADÉMIE.—A midi et le soir: Little Emily et Long Strike.

ST CHARLES.—A midi et le soir: Trompe Luzard.

La Part de Chacun.

Le *Republican* qui a eu l'audace de hier les sommes qu'il a reçues pour les impressions publiques, ne prétendra, dans son numéro article d'hier que la dette de l'Etat n'est que de $29,560,628, d'après les rapports de l'auditeur, et que sur ce total une somme de $13,655,189 91 doit être portée au compte des administrations démocratiques, ce qui ne laisse qu'environ dix millions au compte de l'administration radicale.

Nous pensons facilement confondre le *Republican* même avec ses propres chiffres. Car si nous retranchons des $12,656,189 91 la dette des banques foncières, dette qui sera remboursée par celles-ci et qui est de $4,838,893 33, il ne restera que $7,816,230 58 pour toutes les dettes de l'Etat antérieures à l'inauguration du régime radical, c'est-à-dire pour une période de plus de quarante ans, tandis que, de propre aveu du *Republican*, l'administration radicale, inaugurée en juillet 1868, aurait, en trois années, augmenté cette dette de plus de DIX MILLIONS.

Le *Republican* oublie encore qu'antérieurement à 1868 l'Etat n'a pas été toujours sous des administrations démocratiques, que depuis le mois d'avril 1862 jusqu'en 1865 il a été sous le régime des gouverneurs militaires, dont l'un a été un exrédacteur du *Republican*, M. Michael Hahn, qu'pourrait renseigner ce journal sur les sommes qu'a coûtées à l'Etat la fameuse Convention Banks, qui a rapporté au *Free Delta* $20,000 pour impressions.

Mais laissons ces détails de côté et réabilissons, d'après les rapports officiels des auditeurs, les chiffres véritables de la dette de l'Etat aux différentes époques indiquées par le *Republican*. On verra si ses conclusions ne sont pas audacieusement contraires à la vérité.

Dans notre numéro du 14 juin 1871 nous avons donné le résumé suivant de la dette de l'Etat d'après le bilan dressé par l'auditeur Graham; nous le reproduisons:

La dette de l'Etat se décompose ainsi:

Bons pour lesquels l'Etat est entièrement responsable	$19,186,300 00
Bons pour lesquels l'Etat est éventuellement responsable	9,973,683 33
Total de la dette en Bons	$29,161,983 33
Dettes diverses, mandats, certificats, etc.	3,187,490 58
Total de la dette actuelle	$32,349,473 91
Allocations en Bons et obligations votées par la législature avant 1872	12,345,000 00
Total	$41,194,473 91

Depuis le 1er juin dernier, la Cour Suprême a rendu en faveur de la compagnie du chemin de fer de Mobile, de la Nouvelle-Orléans et du Texas, une décision qui fait présumer que l'Etat sera obligé de payer les Bons formant le dernier chapitre de $12,345,000 00.

Or, nous pouvons ajouter ce que nous avons dit à propos des subventions accordées à toutes les compagnies qui ont depuis neuf ans, sollicité l'aide de l'Etat, les prêts faits au nom de la Louisiane peuvent être considérées comme dettes pures et simples, à moins qu'il ne soit possible de les répudier plus tard.

Nous ajoutions encore dans notre examen de la dette de l'Etat que d'après le budget préparé par M Graham pour 1871, il y avait en perspective un déficit de $5,778,618 15 qui, ajouté au total ci-dessus porterait la dette de l'Etat à $59,973,092 06 ou à CINQUANTE MILLIONS en chiffres ronds.

Si l'on a pu éviter certaines dépenses votées par la Législature comme celle d'un million et demi pour la maison d'Etat, le déficit se trouvera diminué d'autant. Mais tant compétes faite, il n'en restera pas moins plus de quarante cinq millions pour la dette, chiffre qui doit se répartir sur la population déjà de plus de 700,000 âmes.

Les journaux du Nord n'ont donc pas comme le prétend le *Republican*, inventé le chiffre de 45 millions: ils l'ont emprunté aux rapports officiels par l'*Abeille* des documents émanant de l'administration Graham.

Pour faire dans ce total effroyable la part de la présente administration et celle des administrations passées, nous n'avons qu'à consulter les rapports des auditeurs.

Dans le rapport de M. Perkins à la législature de 1868, nous trouvons, page 39, que la dette de l'Etat, déduction faite de la dette des banques foncières ne s'élève qu'à $5,331,861 91.

En comparant ce chiffre aux précédents on a 8 millions de ce que coûte l'administration radicale.

Nous n'avons pas le rapport fait à la législature de 1871, mais dans le rapport du premier auditeur radical, M. Wickliffe, présenté à la législature de 1870 pour les trois années se terminant le 31 décembre 1869 la dette nette publique de l'Etat s'élevait alors que de $8,939,200, (jusqu'à la dette flottante qui était de $1,623,200 00, elle était déjà payable à l'administration radicale qui, depuis le commencement de l'année avait remplacé l'administration démocratique destituée par le général Sheridan.

D'après le même rapport de M. Wickliffe, l'estimation de l'Etat était loin d'être nouvelle à cette époque; puisqu'il nous rait qu'on pouvait réaliser sur les taxes arriérées une somme de $5,398,426 46 pour déduire plus de la moitié de la dette.

Eh bien! depuis ce rapport de M. Wickliffe, la dette au lieu d'être éteinte a été accrue de trente-cinq millions environ et, cependant, la législature radicale a commencé par lever une taxe spéciale de un pour cent sur toutes les propriétés qui a produit deux millions et demi et elle a porté la taxe ordinaire, qui était auparavant de 1% du un pour cent et en dernier lieu de 1½, à un et demi pour cent, en augmentant les autres taxes dans la même proportion.

Pour donner une idée de la prodigalité de l'administration radicale, nous nous contenterons de citer quelques items.

Les dépenses de la session de 1864-1865 de la législature démocratique qui coûta $266,564 75, celles de la session extraordinaire de 1865 qui coûta $80,259 58. Les impressions publiques pour ces deux sessions ont coûté $55,207 72.

Les dépenses de la session ordinaire de la législature de 1867 ont coûté $304,583 39.

Or, d'après le rapport de M. Graham, la législature radicale de 1870 a dépensé $775,000, et les impressions publiques sont montées à $619,981 84.

A sa dernière session la législature radicale, bien qu'un amendement eût limité la dette à 25 millions et que cette dette s'élevât déjà à 41 millions n'a pas hésité à voter 14 millions d'allocations de tout genre. ($14,111,662 50.)

Dans l'année 1865, sous l'administration démocratique, les dépenses n'ont été que de $1,102,722 68; en 1867, elle ont été d'environ deux millions et demi; mais par suite de l'incendie de $1,050,000 de certificats de dette, ce chiffre s'est trouvé porté à $3,513,959 71.

En 1868, sous la première administration radicale, les dépenses arrivent déjà à quatre millions et demi; en 1870, elles sont déjà de $7,050,626 59. Nous avons dit plus haut ce qu'elles devaient être en 1871, alors qu'elt payé toutes les allocations.

Voilà la part de chacun, d'après des documents officiels irréfutables: le lecteur songera et tous les échappatoires ne peuvent rien y changer. Que les radicaux se rencontrent entr'eux la responsabilité de fardeau de dettes et d'impôts qu'ils ont imposé à la Louisiane, c'est leur affaire, mais nous les rappellerons à la pudeur lorsqu'ils oseront dire que la plus grande partie de ce fardeau remonte aux administrations qui ont précédé leur avènement au pouvoir.

MORT DE M. JOSEPH AVET.—Nous avons le regret d'annoncer la mort d'un de nos citoyens les plus industrieux et les plus honorables, M. Joseph Avet, décédé hier, dans sa résidence de la rue de l'Esplanade, à la suite d'une maladie qui l'a atteint il y a deux semaines environ, à son retour d'Europe.

M. Avet était natif de Thone, Haute-Savoie. Il était à Paris professeur au Collége Chaptal, lorsqu'il fit la connaissance du père d'un de ses élèves, aujourd'hui le colonel Frank Pargoud. M. Pargoud père l'engagea à venir à la Nouvelle-Orléans. Après avoir travaillé quelque temps pour les autres, M. Avet entreprit les affaires pour son compte et il réalisa à gagner une fortune assez importante dont il a su jouir sa faire la plus noble usage. Il donnait beaucoup mais sans ostentation. Il avait fondé dans sa ville natale un hospice, et ses largesses le faisaient considérer comme un bienfaiteur. aussi y était-il accueilli, à chaque visite, et il y allait tous les ans depuis quelques temps, comme le bienfaiteur du pays. A la Nouvelle-Orléans, il peut être considéré comme le créateur de l'hospice dirigé par les Petites Sœurs des Pauvres à cause des générosités offrandes qu'il a faites à ces établissements.

M. Avet était venu à la Nouvelle-Orléans il y a environ trente-cinq ans: il était marié, mais il ne laisse pas d'enfants. Sa perte sera vivement sentie dans le cercle de ses amis et dans notre communauté commerciale.

BRILLANT ÉTABLISSEMENT.—M. J. A. Walker ouvrira ce soir, en soirée avec le « Rabbit », rue Royale, No 6, et donne au public, l'élégant magasin de la rue du Canal, No 113, avec son stock si bien choisi, si fin et si riche en vins, liqueurs, cordiaux, pickles et autres articles de production étrangère ou américaine.

Les plus habiles artisans ont été employés pendant des semaines à restaurer, renouveler et orner ces établissements vraiment élégants.

Une immense ouverture jette dans le salon un flot de lumière par une grande et belle porte cintrée : à chaque pas des brillantes places et de beaux tableaux produisent un effet réellement magique.

Ajoutez à cela la présence de Joe Hibbert, assisté d'une troupe de garçonnets sachant parfaitement attentifs et polis et vous avez un établissement comme il n'y en a peut être pas deux plus complets sur le continent.

M. Walker reconnaissant du patronage accordé au " Bank " invite le public à continuer et à favoriser également le " Italian Warehouse ", rue du Canal, No 13.

ORNEMENTS DE TOMBEAUX.—MM. Gueblé et Nippert, No 137 rue du Canal, viennent de recevoir et de déballer un admirable assortiment d'articles pour ornement de tombeaux, tels que médaillons, couronnes, croix, guirlandes, etc., etc. Ces articles, tous d'un goût irréprochable, sont d'une remarquable fraîcheur. Nous ajouterons que MM. Gueblé et Nippert les vendront à des prix extrêmement modérés afin de les écouler tout de suite.

VINS ROUGES.—Voici une excellente occasion pour les familles et les détaillants qui veulent se procurer à bon marché d'excellent vin rouge de Bordeaux. La maison J. Mandin, rue Décatur No 163 (anciennement Vieille-Levée), vient de recevoir par le navire *Investigator*, de Bordeaux, 199 barriques de vin rouge "d'Imbarte", de la maison A. Besse frères. C'est une marque qu'on peut acheter de confiance.

CUIRS, CRÉPINS, ETC., ETC.—Les acheteurs de la ville et de la campagne trouveront au magasin de MM. J. E. Merilh & Co., rue Poydras, No 179, un fort assortiment de peaux de vaches, de veaux, de moutons, de cuirs, de marocains, de crépins, serges, lastings et d'articles de cordonnerie de tout genre. Toutes ces marchandises choisies avec soin seront vendues aux conditions les plus avantageuses. Les commandes seront remplies avec la plus grande ponctualité. Voir l'annonce.

PARFUMERIES ET GANTS.—M. L. Vinit, rue Bourbon, 13, vient de recevoir de Paris un assortiment de parfumeries fines et de gants de première facture pour hommes, dames, fillettes et enfants. Ces parfumeries viennent des meilleures fabriques ainsi que les gants, et ce dernier article est offert au prix de 75 cents la paire, ce qui est presque incroyable. Aussi les dames sont-elles invitées à aller s'assurer par elles-mêmes de la modicité de ces prix.

POUR LES ATTAKAPAS.—Aujourd'hui, samedi, 28 du courant, à 5 heures du soir, le magnifique bateau à vapeur *Big Horn*, partira pour les Attakapas et l'Atchafalaya et pour tous les points intermédiaires. Le *Big Horn*, d'un faible tirant d'eau, est commandé par le capitaine L. P. Delahoussaye.

La position occupée par ces officiers distingués, et MM. Delahoussaye, est, en conséquence, une garantie pour le public de $1,200 assurés en faveur de ceux qui, par suite de l'incendie de $1,050,000 de certificats de dette, ce chiffre s'est trouvé porté à $3,513,959 71.

En 1868, sous la première administration radicale, les dépenses arrivent déjà à quatre millions et demi; en 1870, elles sont déjà de $7,050,626 59. Nous avons dit plus haut ce qu'elles devaient être en 1871, alors qu'elt payé toutes les allocations.

Voilà la part de chacun, d'après des documents officiels irréfutables: le lecteur songera et tous les échappatoires ne peuvent rien y changer. Que les radicaux se rencontrent entr'eux la responsabilité du fardeau de dettes et d'impôts qu'ils ont imposé à la Louisiane, c'est leur affaire, mais nous les rappellerons à la pudeur lorsqu'ils oseront dire que la plus grande partie de ce fardeau remonte aux administrations qui ont précédé leur avènement au pouvoir.

MORT DE M. JOSEPH AVET.—Nous avons le regret d'annoncer la mort d'un de nos citoyens les plus industrieux et les plus honorables, M. Joseph Avet, décédé hier, dans sa résidence de la rue de l'Esplanade, à la suite d'une maladie qui l'a atteint il y a deux semaines environ, à son retour d'Europe.

M. Avet était natif de Thone, Haute-Savoie. Il était à Paris professeur au Collége Chaptal, lorsqu'il fit la connaissance du père d'un de ses élèves, aujourd'hui le colonel Frank Pargoud. M. Pargoud père l'engagea à venir à la Nouvelle-Orléans. Après avoir travaillé quelque temps pour les autres, M. Avet entreprit les affaires pour son compte et il réalisa à gagner une fortune assez importante dont il a su jouir sa faire la plus noble usage. Il donnait beaucoup mais sans ostentation. Il avait fondé dans sa ville natale un hospice, et ses largesses le faisaient considérer comme un bienfaiteur. aussi y était-il accueilli, à chaque visite, et il y allait tous les ans depuis quelques temps, comme le bienfaiteur du pays. A la Nouvelle-Orléans, il peut être considéré comme le créateur de l'hospice dirigé par les Petites Sœurs des Pauvres à cause des générosités offrandes qu'il a faites à ces établissements.

M. Avet était venu à la Nouvelle-Orléans il y a environ trente-cinq ans: il était marié, mais il ne laisse pas d'enfants. Sa perte sera vivement sentie dans le cercle de ses amis et dans notre communauté commerciale.

BRILLANT ÉTABLISSEMENT.—M. J. A. Walker ouvrira ce soir, en soirée avec le « Rabbit », rue Royale, No 6, et donne au public, l'élégant magasin de la rue du Canal, No 113, avec son stock si bien choisi, si fin et si riche en vins, liqueurs, cordiaux, pickles et autres articles de production étrangère ou américaine.

Les plus habiles artisans ont été employés pendant des semaines à restaurer, renouveler et orner ces établissements vraiment élégants.

Une immense ouverture jette dans le salon un flot de lumière par une grande et belle porte cintrée : à chaque pas des brillantes places et de beaux tableaux produisent un effet réellement magique.

Ajoutez à cela la présence de Joe Hibbert, assisté d'une troupe de garçonnets sachant parfaitement attentifs et polis et vous avez un établissement comme il n'y en a peut être pas deux plus complets sur le continent.

M. Walker reconnaissant du patronage accordé au " Bank " invite le public à continuer et à favoriser également le " Italian Warehouse ", rue du Canal, No 13.

ORNEMENTS DE TOMBEAUX.—MM. Gueblé et Nippert, No 137 rue du Canal, viennent de recevoir et de déballer un admirable assortiment d'articles pour ornement de tombeaux, tels que médaillons, couronnes, croix, guirlandes, etc., etc. Ces articles, tous d'un goût irréprochable, sont d'une remarquable fraîcheur. Nous ajouterons que MM. Gueblé et Nippert les vendront à des prix extrêmement modérés afin de les écouler tout de suite.

VINS ROUGES.—Voici une excellente occasion pour les familles et les détaillants qui veulent se procurer à bon marché d'excellent vin rouge de Bordeaux. La maison J. Mandin, rue Décatur No 163 (anciennement Vieille-Levée), vient de recevoir par le navire *Investigator*, de Bordeaux, 199 barriques de vin rouge "d'Imbarte", de la maison A. Besse frères. C'est une marque qu'on peut acheter de confiance.

CUIRS, CRÉPINS, ETC., ETC.—Les acheteurs de la ville et de la campagne trouveront au magasin de MM. J. E. Merilh & Co., rue Poydras, No 179, un fort assortiment de peaux de vaches, de veaux, de moutons, de cuirs, de marocains, de crépins, serges, lastings et d'articles de cordonnerie de tout genre. Toutes ces marchandises choisies avec soin seront vendues aux conditions les plus avantageuses. Les commandes seront remplies avec la plus grande ponctualité. Voir l'annonce.

PARFUMERIES ET GANTS.—M. L. Vinit, rue Bourbon, 13, vient de recevoir de Paris un assortiment de parfumeries fines et de gants de première facture pour hommes, dames, fillettes et enfants. Ces parfumeries viennent des meilleures fabriques ainsi que les gants, et ce dernier article est offert au prix de 75 cents la paire, ce qui est presque incroyable. Aussi les dames sont-elles invitées à aller s'assurer par elles-mêmes de la modicité de ces prix.

POUR LES ATTAKAPAS.—Aujourd'hui, samedi, 28 du courant, à 5 heures du soir, le magnifique bateau à vapeur *Big Horn*, partira pour les Attakapas et l'Atchafalaya et pour tous les points intermédiaires. Le *Big Horn*, d'un faible tirant d'eau, est commandé par le capitaine L. P. Delahoussaye.

La position occupée par ces officiers distingués, et MM. Delahoussaye, est, en conséquence, une garantie pour le public de $1,200 assurés en faveur de ceux qui, par suite de l'incendie de $1,050,000 de certificats de dette, ce chiffre s'est trouvé porté à $3,513,959 71.

En 1868, sous la première administration radicale, les dépenses arrivent déjà à quatre millions et demi; en 1870, elles sont déjà de $7,050,626 59. Nous avons dit plus haut ce qu'elles devaient être en 1871, alors qu'elt payé toutes les allocations.

Voilà la part de chacun, d'après des documents officiels irréfutables: le lecteur songera et tous les échappatoires ne peuvent rien y changer. Que les radicaux se rencontrent entr'eux la responsabilité du fardeau de dettes et d'impôts qu'ils ont imposé à la Louisiane, c'est leur affaire, mais nous les rappellerons à la pudeur lorsqu'ils oseront dire que la plus grande partie de ce fardeau remonte aux administrations qui ont précédé leur avènement au pouvoir.

Application en Louisiane d'une grande invention.

Nous avons déjà eu occasion de dire que la compagnie de la mine de soufre de Calcasieu se proposait de faire creuser ses puits d'extraction par le procédé de Mr. Kind et Chaudron, et que Pingénieur en chef, M. Grasel, après avoir étudié sur des travaux en cours d'exécution ce procédé, avait résumé avec lui l'un des contre-maîtres les plus expérimentés de ces ingénieurs pour l'aider dans le forage du puits. Voici sur le procédé lui-même quelques observations que nous trouvons dans le dernier rapport adressé au Congrès des Etats-Unis par le commissaire du fond, sous le titre "Mining Statistics". La Louisiane sera la première à profiter d'avoir vu appliquer un système qui a donné des résultats véritablement extraordinaires pour le forage des puits à travers des couches de terrain contenant de l'eau:

Le trait le plus remarquable, après le forage, de ce système pour établir les puits, est que l'ouvrage est terminé et le puits garni sans qu'il soit nécessaire de pomper l'eau de l'excavation. Le forage continue dans l'eau, et le puits n'est épuisé et les mineurs n'y entrent que lorsqu'il est complété et entouré de haut en bas.

On évite ainsi les dépenses et les difficultés qui résultent des procédés ordinaires. Durat estime qu'un capital de plus de $400,000 est déposé pour ouvrir une mine de charbon avec une capacité de production de 100,000 tonneaux annuellement. Il ne manque pas d'exemples de plus grandes dépenses encore. Workings Sun South, la grande autorité provinciale en Angleterre sur les mines, déclare que, par suite de la difficulté de percer la couche qui couvre le charbon, dans le comté de Durham, Angleterre, on a dépensé pour un seul puits des sommes de £ 40,000, £ 60,000, et même, assure-t-on, jusqu'à £ 100,000 ($500,000.)

Dès 1860, M. Chaudron a réussi à forer un puits à 426 mètres de profondeur, et M. de Vaux, inspecteur général des mines, en Belgique, rapportait en 1861 que le travail avait été exécuté pour moins d'un quart de ce qu'il eût coûté par les procédés ordinaires.

Dans le bassin houiller de Saarbruck, au Nord de la France, à L'Hôpital, la compagnie de St Avold vient de forer deux puits, un pour la ventilation et l'autre pour l'extraction. Il y avait à traverser 180 mètres d'épaisseur de couches contenant de l'eau. Après de nombreuses et vaines tentatives en France et en Belgique, on a employé un troupeau d'environ 1,200 mineurs qui ont mis trois ans à bon port et que nous avons laissés le plaisir de les voir.

PAR LE TELEGRAPHE.

Les élections du Texas.

La Cour martiale dans la Caroline du Sud.

Tristes effets de la proclamation du président Grant.

Dépopulation de plusieurs comtés.

Horreurs commises contre les Chinois à Los Angelès.

Persécutions judiciaires contre les Mormons.

Un écrit du comte Palikao.

Réorganisation de l'armée russe.

Armée régulière et Landwehr: 1,600,000 hommes.

Arrivée du vapeur St-Laurent à New-York.

NOUVELLES EUROPÉENNES.

Madrid, 27 oct—Montpensier est au président des Cortès qu'il assigne dans le date du 30 courant pour la mise en liberté.

Berne, 27 oct—Le gouvernement français demande la prorogation d'un emprunt de 4,000,000 francs pour pourvoir fournitures à l'armée de Bourbaki.

Rome, 27 — Antonelli est sérieusement malade.

Londres, 27—Le comte Palikao, dernier ministre d'Etat sous l'empereur Napoléon, a publié une pièce pour justifier sa conduite dans la crise qui a eu pour résultat le détrônement de l'empereur Napoléon et la fuite de l'impératrice Eugénie.

Copenhague, 26—La glace s'est formée dans le port et il y a déjà danger d'interruption de navigation.

Berlin, 25—Le Reichstag allemand a ratifié le traité avec la France.

Lisbonne, 26—Le gouverneur de la colonie portugaise de Goa, sur la côte ouest de l'Inde, dénoncé des forces pour réduire les rebelles.

Paris, 27—Le général Roselli a appelé une seconde fois de la décision de la cour militaire devant laquelle il a été jugé, et son appel a été encore rejeté.

Le bruit continue à courir que le général Bourbaki a été nommé ministre de la guerre. Les membres du Commune restent en prison sans possibilité de s'échapper.

Courriers, par ordre, ont été envoyés à Marseille, à Toulon et à Cherbourg pour arrêter tous les déserters qui tenteraient de s'embarquer.

Le premier Napoléon a définitivement déposé sa couronne impériale. Le second Napoléon a été nommé, mais il est probable que le général Trochu sera appelé à présider le nouveau Conseil.

St. Pétersbourg, 27—Le barreau de la capitale a ordonné l'entière réorganisation de l'ancien tribunal impérial et a appelé aux armes toute la population active.

L'ordre du Bureau porte la force numérique de l'armée régulière et les forces de la landwehr à 1,600,000 hommes. Le nombre des hommes appelés sous les armes pendant la guerre s'élève à 2,000,000.

Bâle, 27 oct—Le nombre de cas de variole dans la ville s'élève à 1,000. Les écoles sont fermées.

Madrid, 27 oct—Montpensier est au président des Cortès qu'il assigne dans le date du 30 courant pour la mise en liberté.

Berne, 27 oct—Le gouvernement français demande la prorogation d'un emprunt de 4,000,000 francs pour pourvoir fournitures à l'armée de Bourbaki.

Rome, 27 — Antonelli est sérieusement malade.

Londres, 27—Le comte Palikao, dernier ministre d'Etat sous l'empereur Napoléon, a publié une pièce pour justifier sa conduite dans la crise qui a eu pour résultat le détrônement de l'empereur Napoléon et la fuite de l'impératrice Eugénie.

Copenhague, 26—La glace s'est formée dans le port et il y a déjà danger d'interruption de navigation.

Berlin, 25—Le Reichstag allemand a ratifié le traité avec la France.

Lisbonne, 26—Le gouverneur de la colonie portugaise de Goa, sur la côte ouest de l'Inde, demande des forces pour réduire les rebelles.

Paris, 27—Le général Roselli a appelé une seconde fois de la décision de la cour militaire devant laquelle il a été jugé, et son appel a été encore rejeté.

Le bruit continue à courir que le général Bourbaki a été nommé ministre de la guerre. Les membres du Commune restent en prison sans possibilité de s'échapper.

Courriers, par ordre, ont été envoyés à Marseille, à Toulon et à Cherbourg pour arrêter tous les déserters qui tenteraient de s'embarquer.

Le premier Napoléon a définitivement déposé sa couronne impériale. Le second Napoléon a été nommé, mais il est probable que le général Trochu sera appelé à présider le nouveau Conseil.

St. Pétersbourg, 27—Le barreau de la capitale a ordonné l'entière réorganisation de l'ancien tribunal impérial et a appelé aux armes toute la population active.

L'ordre du Bureau porte la force numérique de l'armée régulière et les forces de la landwehr à 1,600,000 hommes. Le nombre des hommes appelés sous les armes pendant la guerre s'élève à 2,000,000.

Bâle, 26